

**Nations unies - Lancement du 25e
rapport du PNUD sur le
développement humain -
Intervention de M. Jean-Marie Le
Guen, secrétaire d'État chargé du
développement et de la
Francophonie
(Paris, 23 mars 2017)**

Monsieur le Sous-Secrétaire général adjoint des Nations unies, cher Magdy Martinez-Soliman,

Mesdames et Messieurs les Directeurs,

Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir et un honneur de clôturer vos travaux, à l'occasion du lancement en France du 25e rapport du PNUD sur le développement humain.

Votre rapport met en lumière le nombre de femmes, d'hommes, de communautés qui restent à l'écart du développement. Il rappelle ainsi que, plus que jamais, nous avons besoin de valeurs et d'objectifs communs plaçant au cœur de nos actions le développement humain.

Alors même que les inégalités n'ont jamais été aussi fortes dans le monde, que les sources d'instabilité mondiale s'intensifient, et que les tensions populistes fragilisent les démocraties et la solidarité, ces valeurs et ces objectifs communs sont particulièrement importants.

L'action des organisations internationales pour répondre aux défis du développement durable est bien entendu essentielle. La France est très attachée au multilatéralisme, qu'elle considère comme un levier indispensable pour développer des réponses collectives et efficaces aux défis globaux de notre temps. Et je tiens à saluer ici l'action du PNUD qui a un rôle essentiel à jouer à la fois comme producteur de connaissances, ce que montre ce rapport, mais aussi sur le terrain, pour contribuer au renforcement de la coordination du système des Nations unies pour le développement.

Pour en venir à l'action de la France, lors de ce quinquennat, la France a réaffirmé sa solidarité à l'égard des pays en développement et en crise, et a renforcé ses moyens d'action. La réunion du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) en novembre a affiné les orientations stratégiques de la politique française de développement

2017 est l'année de la mise en oeuvre des engagements du CICID, notre feuille de route, dans un contexte où les crédits de l'aide publique au développement repartent à la hausse avec une augmentation, non négligeable, de 365 millions d'euros par rapport à 2016.

Le CICID a engagé le ministère à actualiser un nombre important de ses stratégies sectorielles. Parmi elles, figurent l'éducation et la santé. Le lancement du rapport du PNUD constitue le cadre idéal pour présenter ces deux nouvelles stratégies de la France en matière de développement humain.

Je commencerai par la stratégie sur l'éducation, qui constitue sans doute le premier défi des sociétés. C'est un défi absolument fondamental pour l'amélioration des conditions de vie des populations, mais aussi pour leur ouverture au monde.

L'accès de tous à l'éducation tout au long de la vie, et en particulier des jeunes filles, conditionne en effet tout développement économique et humain pérenne et favorise une cohésion sociale renforcée.

C'est pourquoi la France se dote d'une nouvelle stratégie pour l'action extérieure 2017/2021 en matière d'éducation, de formation professionnelle et d'insertion.

Cette stratégie s'appuie sur des principes directeurs qui reflètent les défis de notre temps : réduction des inégalités, atténuation des vulnérabilités, développement de nouvelles opportunités économiques dans les territoires, accompagnement des transitions démographique, numériques, économique et écologique.

Je souhaite insister sur le droit de chacune et de chacun à bénéficier d'une éducation et d'une formation de qualité. Nous sommes attachés à la notion de service public de l'éducation qui veille à l'inclusion éducative de tous les enfants. À l'échelon international, nous lutterons contre toutes les initiatives de marchandisation de l'éducation. Celle-ci est un bien commun non monnayable.

Sur la base de ces principes, notre objectif prioritaire est d'élargir l'accès à l'éducation primaire jusqu'à la fin du collège pour permettre à tous les enfants, en particulier, et j'insiste sur les filles, à maîtriser les compétences de base du XXI^e siècle, nécessaires à la vie et l'emploi. À titre d'exemple, l'AFD met en oeuvre un projet d'appui à l'éducation de base en Casamance de 10 millions d'euros sur la période 2013-2019.

En matière de formation professionnelle et d'insertion, notre objectif est d'apporter des réponses à une demande forte d'inclusion sociale de la jeunesse tout en accompagnant la compétitivité des entreprises. Nous cibons les formations visant à soutenir la formation agricole et rurale et l'apprentissage traditionnel. Au Nigéria, l'AFD accompagne la modernisation de l'Institut national de formation aux métiers de l'électricité (NAPTIN) dont la mission est de délivrer des formations initiales et continues à des ouvriers comme à des ingénieurs. Ce type d'action pourra être répliqué.

Le défi du financement de l'éducation est immense et représente un enjeu clé auquel tous les pays sont confrontés. À l'échelle mondiale, le déficit annuel de financement pour réaliser l'objectif de développement durable sur l'éducation est estimé à 39 milliards de dollars. Il ne faut pas se le cacher : une augmentation de l'aide publique au développement, seule, ne suffira pas. Notre contribution à l'accroissement du financement international de l'éducation sera ainsi la priorité des priorités. Nous contribuerons en particulier à la réflexion sur les financements innovants en matière d'éducation pour trouver de nouvelles sources de financement.

L'autre stratégie que je tiens à vous présenter aujourd'hui concerne un enjeu qui me tient à coeur : la santé mondiale.

Au cours des dernières décennies, nous nous sommes distingués par notre engagement en faveur de la santé. La France est le 2e contributeur historique au Fonds mondial contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, avec 4,5 milliards de dollars depuis sa création et le premier bailleur à UNITAID. Nous nous sommes également distingués par notre approche, celle qui s'appuie sur les droits, les droits des malades, héritage de l'histoire du modèle français de santé. Nous portons un projet ambitieux de renforcement des systèmes de santé pour atteindre la couverture de santé universelle.

Nous avons souhaité renouveler notre stratégie cette année. Le paysage de la santé mondiale est en pleine évolution. L'adoption de l'agenda 2030 nous incite à adopter une approche transversale des sujets. Les transitions démographiques, les changements climatiques, les situations de conflits prolongées, l'émergence de nouveaux agents pathogènes, le développement des résistances antimicrobiennes, l'exportation des produits de santé dans un environnement de plus en plus compétitif, mais aussi l'enjeu de l'accès à l'innovation de pointe et du prix des médicaments sont autant de défis qui bouleversent le paysage de la santé mondiale.

Face à cela, la France a des atouts qu'il nous faut absolument mobiliser. Ces atouts sont à la fois humains et techniques : nous disposons d'une expertise de santé publique unique, d'une recherche scientifique reconnue et respectée avec des organismes comme l'Institut Pasteur, l'IRD, l'ANRS, ou l'INSERM. Nos grands groupes français spécialisés, nos entreprises, ont une expertise pharmaceutique à mettre au service de l'humain. Les organisations de la société civile, ONG et associations, sont mobilisées et nous poussent à faire toujours davantage sur le secteur.

Fruit d'un travail avec l'ensemble des acteurs français de la santé, de la recherche et du développement, la stratégie permettra de fédérer les énergies autour d'une ambition commune et d'objectifs clairs.

Quatre priorités structurent la stratégie française en santé mondiale pour les cinq prochaines années :

- le renforcement des systèmes de santé,

- le renforcement de la sécurité sanitaire internationale,
- la promotion de la santé des populations, notamment les personnes laissées pour compte, ce qui rejoint le 25ème rapport du PNUD,
- et la promotion de l'expertise, la formation, la recherche et l'innovation françaises. Il s'agit aussi d'exporter notre offre de soins à l'international.

Le rapport présenté aujourd'hui montre que le développement humain pour tous est impossible si la moitié de l'humanité est laissée pour compte.

La diplomatie des droits des femmes est une priorité stratégique de la France. Depuis 2007, la France dispose d'une stratégie genre et développement qui oriente notre politique de développement dans le domaine de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes.

Le 8 mars, le président de la République, le ministre des affaires étrangères et la ministre des droits des femmes ont rappelé cet attachement aux droits des femmes dans un texte fédérateur : le Serment de Paris. Nous nous sommes engagés à donner partout aux femmes les moyens de résister, et de faire reculer tout ce qui porte atteinte à leur sécurité, à leur dignité et à leur liberté.

Nous avons également fait le serment d'encourager et d'accompagner l'autonomisation des filles et des femmes, par la reconnaissance universelle des droits sexuels et reproductifs, et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux filles et aux femmes.

Je participerai le 3 avril à la Commission population et développement à New York, où je porterai ce message en faveur des droits des femmes.

Cet engagement politique se traduit dans nos actions de développement, et je tiens à saluer l'énorme travail accompli par l'Agence française de développement (AFD) pour évaluer 100% de ses projets en tenant compte des enjeux de genre.

Mesdames et Messieurs,

Pour relever les défis du développement humain, il nous faut des politiques transversales qui traitent des sujets dans leur globalité.

C'est tout le sens de la feuille de route sur l'action de la France en nutrition à l'international.

Cette feuille de route, multisectorielle, s'attaque à l'ensemble des secteurs qui déterminent une bonne nutrition : l'agriculture, l'eau et l'assainissement mais aussi bien sûr la santé. Elle porte à la fois sur les interventions de développement mais aussi humanitaires. Elle vise à mieux prendre en compte la nutrition dans nos programmes et politiques. Les famines qui menacent aujourd'hui le continent africain nous rappellent trop bien l'importance d'agir de manière transversale dans ce secteur de la nutrition.

Enfin, l'immensité des défis nous enjoint à élaborer des réponses innovantes et efficaces.

Pour favoriser les innovations, il faut s'appuyer sur la recherche. Notre politique de développement doit intégrer de façon plus systématique la science et la recherche. Cela pourrait prendre la forme d'un pourcentage fixe de l'APD alloué à la recherche.

Il est également essentiel de renforcer les communautés scientifiques et la recherche dans les pays en développement, je pense en particulier aux chercheurs africains en Afrique. Un conseil euro-africain pour la recherche pourrait permettre de fédérer les chercheurs des deux continents autour d'une dynamique commune.

Pour conclure, permettez-moi de remercier, une fois encore, le PNUD et Madgy Martinez-Soliman d'avoir fait le déplacement à Paris pour ce lancement, et à vous tous d'être venu écouter et débattre des meilleures orientations à prendre pour contribuer au développement humain pour tous./.